

Le 31 octobre 2011

Objet : Nos suggestions pour la compilation de l'ébauche zéro

Chers membres du bureau de la CNUDD,

Nous sommes heureux de soumettre à votre attention des idées et des recommandations à inclure dans la compilation du document qui servira de base à la préparation de l'ébauche zéro. Plus explicitement, nous vous demandons d'y ajouter les cinq enjeux suivants :

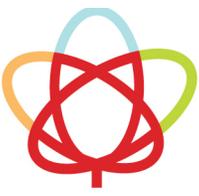
1. Inciter les États-nations et les Nations Unies (ONU) à respecter le 10^e principe de la déclaration de Rio sur l'accès à l'information, la transparence, la participation du public et l'accès à la justice;
2. Démontrer que le but principal de l'économie verte devrait être défini dans le contexte des modes de consommation et de production durables qui sont établis sur un système économique équitable et socialement juste qui répond aux besoins de tous et respecte le bien-être des animaux dans le cadre de la capacité écologique de la planète;
3. Mesurer ce qui compte : aller au-delà du PIB;
4. Parvenir au juste prix : éliminer les subventions pour l'énergie fossile et mettre un prix sur le dioxyde de carbone;
5. Établir un commerce équitable : s'engager à un approvisionnement public de produits certifiés équitables.

Nous soumettons ce document au nom des partenaires de la Coalition canadienne pour le Sommet de la Terre, un réseau autonome, indépendant et informel de la société civile regroupant des organismes non gouvernementaux à but non lucratif, des institutions universitaires et de recherche. Elle a été créée pour encourager le leadership canadien à la Conférence de Rio+20, ainsi que pour renseigner les Canadiens sur la question importante du développement durable par l'intermédiaire de l'initiative bilingue de sensibilisation du public de la Coalition : *Oui Canada | We Canada*. Le site Web de l'initiative, www.earthsummit.ca, est un lieu pour échanger avec un plus large public des idées novatrices, des actions et des recommandations politiques; pour promouvoir les initiatives canadiennes organisées dans le contexte de la conférence; pour rassembler des voix et renforcer le mouvement du développement durable.

Nous profitons de cette occasion pour exprimer notre profonde déception de ne pas avoir été consultés par le gouvernement du Canada lors de la préparation de sa version de l'ébauche zéro au nom de tous les Canadiens et Canadiennes. Ce manque de consultation va à l'encontre de la tradition canadienne, datant du Sommet de la Terre de Rio en 1992, de coopérer avec la société civile sur des enjeux importants, notamment le développement durable.

Pour coordonner les préparatifs et sa participation au Sommet Mondial pour le développement durable en 2002, le Canada a établi un processus de participation du public et d'engagement¹ qui a permis de déterminer les domaines de prédilection du Canada au Sommet. Depuis la

¹http://www.canada2002earthsummit.gc.ca/canada_at_wssd/preparations_f.cfm



Conférence de Rio, le Canada est l'un des rares pays membres de l'ONU à inclure des représentants de la société civile dans sa délégation à la Commission des Nations Unies pour le développement durable. Nous craignons que le Canada renonce à cette précieuse forme de collaboration avec la société civile canadienne, surtout depuis que nous avons appris que le gouvernement fédéral a refusé de subventionner le Réseau canadien de l'environnement (RCEN), et ce, après lui avoir apporté son soutien pendant 34 ans. Le RCEN a joué un rôle déterminant en assurant la représentation de la société civile dans les délégations aux événements de l'ONU. Nous préconisons le rétablissement du financement du RCEN et l'engagement d'inclure des représentants de la société civile et des jeunes dans la délégation canadienne de Rio+20.

Le document ci-joint décrit les idées que la Coalition canadienne pour le Sommet de la Terre présente aux Nations Unies. En plus des quelques commentaires plus généraux, comme s'assurer que l'économie verte soit définie selon les modes de consommation et de production durables et comprenne des considérations de justice sociale et de bien-être, nous insistons sur trois domaines spécifiques de politiques qui requièrent une attention particulière et qui devraient apparaître sur une feuille de route de l'économie verte ou dans un cadre d'action :

- « **Mesurer ce qui compte : au-delà du PIB** » : Compléter la mesure du produit intérieur brut (PIB) par la comptabilisation du coût complet, les calculs de l'épuisement du capital-actions et les indicateurs du bonheur.
- « **Parvenir au juste prix : éliminer les subventions aux énergies fossiles et mettre un prix sur le dioxyde de carbone** » : Mettre un prix sur le dioxyde de carbone pour éliminer les subventions aux énergies fossiles qui faussent le marché et instaurer une réforme fiscale écologique (taxer le négatif et non le positif). Le prix du dioxyde de carbone devrait aussi être assigné selon les huit principes énumérés dans l'annexe.
- « **Les politiques d'approvisionnement du commerce équitable** » : Établir des lignes directrices pour les uniformes en coton, les produits alimentaires et les breuvages qui portent le logo de FairTrade² dans le cadre des stratégies d'approvisionnement écologique et de développement durable.

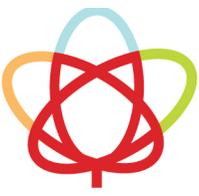
Nous nous réjouissons de collaborer avec vous dans les mois à venir et nous voulons réaffirmer notre engagement à faire de Rio+20 le succès et le tournant historique qu'il mérite d'être.

Sincèrement vôtre,

Aleksandra Nasteska
Codirectrice nationale

Marie-Pierre Daigle
Codirectrice nationale

²Une liste complète des produits est disponible sur le site de Fairtrade International : <http://www.fairtrade.net/products.0.html> (anglais seulement)



Les résultats attendus à la suite de Rio+20

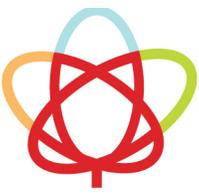
La Coalition canadienne pour le Sommet de la Terre espère que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable mènera à :

- Une vision audacieuse d'un avenir durable pour l'humanité qui inspirera les peuples du monde à créer le futur espéré.
- Un court document des résultats politiquement contraignant qui comprend un annexe des engagements pour le développement durable de chaque pays, en plus de renforcer la mise en œuvre de documents préexistants, dont Action 21 et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, avec la possibilité de surveiller, de se conformer et de préparer des rapports.
- Une feuille de route sur l'économie verte qui décrit clairement les objectifs et les cibles du développement durable mutuellement convenus (pour compléter et renforcer l'Objectif de développement du Millénaire), accompagnée d'un calendrier afin d'entreprendre la grande transition mondiale vers le développement durable.

Commentaires généraux sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté

La Coalition canadienne pour le Sommet de la Terre présente les commentaires suivants concernant une économie verte :

- Bien que le concept de « l'économie verte » joue un rôle important dans l'établissement du « développement durable », l'un ne devrait pas remplacer l'autre. En effet, la définition de l'économie verte ignore ou passe sous silence les questions fondamentales de l'équité, de la justice sociale et des droits de la personne et des autres espèces vivantes.
- Le but principal de l'économie verte devrait être défini dans le contexte des modes de consommation et de production durables qui sont établis sur un système économique équitable et socialement juste qui répond aux besoins de tous et respecte le bien-être des animaux dans le cadre de la capacité écologique de la planète.
- Une économie verte nous amène à :
 - Faire du développement durable une priorité politique;
 - Penser en termes de systèmes et agir sur les principaux points d'appui (structures et états d'esprit);
 - Développer une vision audacieuse et nouvelle d'une économie qui prévoit à long terme et pourvoit aux futures générations;
 - Vivre dans des marges écologiques sécuritaires et redéfinir notre relation avec la nature et entre nous;
 - Prendre en compte les disparités injustes de richesses et de revenus;
 - Satisfaire en priorité aux besoins des plus démunis (à la fois dans les pays à revenu élevé ou faible) tout en réduisant l'empreinte écologique néfaste des pays riches, selon un cadre mondial de « contraction et convergence »;
 - Redéfinir la prospérité dans des termes autres que « économie » et « consommation », et adopter de nouvelles mesures de progrès et de bonheur;



- Reconnaître qu'un pays a besoin d'aide pour y arriver et que la réciprocité et la coopération sont des éléments clés du bien-être mondial.
- o Exemples de politiques concrètes importantes à mettre en œuvre pour une économie verte :
 - Instaurer une taxe socialement juste sur le dioxyde de carbone ou un système de plafonnement et d'échange équitable;
 - Supprimer progressivement les subventions et les investissements aux systèmes non durables et inhumains;
 - Diminuer les jours, semaines et années de travail pour permettre l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle qui encourage le bien-être;
 - Réformer notre système bancaire pour qu'il supporte une plus grande variété d'épargne, de prêts et d'investissements communautaires;
 - Mettre fin à l'étalement urbain par une plus grande densification des milieux urbains existants;
 - Décourager l'utilisation de l'automobile, surtout en milieu urbain, et investir massivement dans des moyens de transport en commun efficace et confortable et des infrastructures non motorisées (p. ex. espaces sans automobile);
 - Réajuster les normes des immeubles au minimum requis par l'Habitat passif;
 - Instaurer de nouveaux choix pour retirer les options non durables mises en place par les industries et les gouvernements;
 - Maximiser les achats publics grâce à l'approvisionnement écologique et équitable;
 - Réformer l'Organisation mondiale du commerce pour qu'elle encourage le commerce équitable.

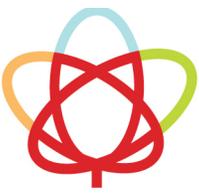
Les trois principales recommandations politiques sur lesquelles les pays membres des Nations Unies doivent élaborer des cibles et des calendriers

La Coalition canadienne pour le Sommet de la Terre voudrait mettre de l'avant trois domaines de politiques principaux et interreliés qui devraient dominer la Conférence des Nations Unies sur le développement durable :

1) L'adoption de nouvelles mesures de progrès et de bonheur afin de calculer le progrès social et écologique pour le développement durable :

- o Le temps est venu de « mesurer de qui compte », c'est-à-dire compléter le produit intérieur brut (PIB) avec la comptabilisation du coût complet, les calculs de l'épuisement du capital-actions et les indicateurs de bonheur.

Le développement d'une économie verte, qui est durable et s'emploie à l'éradication de la pauvreté, requiert que les pays aillent au-delà du PIB, tel que l'indique la section IV, chapitre 40 d'Action 21. Les indicateurs scientifiques de progrès et de développement qui tiennent compte du bien-être humain et environnemental donneront aux stratèges politiques les données complètes dont ils ont besoin pour favoriser le développement écologique et durable. En outre,



ils permettront une meilleure compréhension du progrès, non seulement monétairement, mais aussi en termes de qualité de vie ainsi que de la santé et de la résilience du milieu naturel.

2) Éliminer les subventions aux énergies fossiles qui faussent le marché et mettre un prix sur le dioxyde de carbone :

- « Parvenir au juste prix » et adapter les marchés au développement durable demande, notamment, d'éliminer les subventions aux énergies fossiles qui faussent le marché et de mettre un prix sur le dioxyde de carbone par la mise en œuvre d'une réforme fiscale écologique. De plus, peu importe les moyens, l'assignation du prix du dioxyde de carbone doit prendre en compte les critères suivants :

- 1) Global, sans exception;
- 2) À l'échelle nationale;
- 3) Simple et facile à mettre en œuvre;
- 4) Transparent et responsable;
- 5) Accompagné de mesures supplémentaires là où un signal de prix n'est pas suffisant.

Le prix assigné au dioxyde de carbone devrait être :

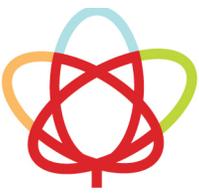
- 6) Efficace au point de vue écologique;
- 7) Comparable aux politiques adoptées dans d'autres pays;
- 8) Prévisible, mais souple.³

Le point de départ et la condition requise pour une transition vers une économie verte sont : éliminer les subventions nuisibles, et refléter les coûts sociaux et écologiques réels des biens et services en fixant un prix sur le dioxyde de carbone. Un des objectifs de la Conférence de Rio+20 est d'obtenir un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable. Les pays doivent démontrer un réel engagement à adapter le marché au développement durable en utilisant des leviers efficaces comme des taxes, des subventions et des méthodes d'approvisionnement qui découragent les activités nuisibles à l'environnement, et qui encouragent des alternatives progressives saines et sociales. Une étape importante pour adapter le marché au développement durable, sans toutefois compromettre inutilement l'économie, serait un système qui : élimine les subventions aux énergies fossiles; instaure une réforme fiscale écologique transférant en partie le fardeau fiscal de ce qui est positif (emploi) à ce qui est négatif (émissions de dioxyde de carbone).

3) La mise en place de politiques nationales d'approvisionnement durable comprenant l'acquisition de produit portant le logo de Fairtrade :

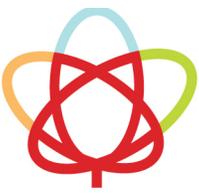
- Les lignes directrices d'approvisionnement de commerce équitable relatives aux uniformes en coton, aux produits alimentaires et aux breuvages doivent être incluses dans les politiques traditionnelles d'approvisionnement des gouvernements et compléter l'approvisionnement écologique à l'échelle nationale et infranationale.

³ Pour de plus amples renseignements sur les principes, consultez : <http://www.sustainableprosperity.ca/dl377>



Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg demande aux autorités concernées de « promouvoir des politiques de passation des marchés publics qui encouragent la création et le diffusion de biens et de services respectueux de l'environnement » (chap. III, 19 c.)⁴. Rio+20 doit aller au-delà de la promotion d'approvisionnement écologique, mais aussi inclure les considérations sociales. Une stratégie d'approvisionnement de commerce équitable va de concert avec les objectifs de la Conférence de Rio+20. En effet, l'achat à grande échelle de produits équitables sortirait des milliers de producteurs de la pauvreté et améliorerait grandement les conditions de vie des communautés agricoles et artisanales dans le monde. Le commerce équitable aborde les préoccupations environnementales telles que l'érosion des sols et les changements climatiques, tout en faisant face aux nouveaux défis de la traite des êtres humains en mettant un terme au travail des enfants.

⁴ http://www.un.org/esa/sustdev/documents/WSSD_POI_PD/French/POIChapitre3.htm



**COALITION CANADIENNE
POUR LE SOMMET
DE LA TERRE**

Cette soumission est soutenue par les organisations suivantes, partenaires de la Coalition canadienne pour le Sommet de la Terre:



www.fairtradevancouver.ca



www.oneearthweb.org



David
Suzuki
Foundation

www.davidsuzuki.org



www.studentsonice.com



www.mysustainablecanada.org



www.syc-cjs.org



www.villancevancouver.ca



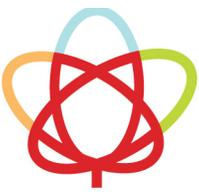
www.otesha.ca



www.wspa.ca



www.sustainablebuildingcentre.com



COALITION CANADIENNE
POUR LE SOMMET
DE LA TERRE



www.biodiversitymatters.org



www.eya.ca



www.fallsbrookcentre.ca



www.grandriverkeeperlabrador.ca



Association pour la santé environnementale du Québec
Environmental Health Association of Québec

www.aseq-ehaq.ca



www.vofa.ca



Sustainable Cities

www.sustainablecities.net



www.pedalacrosstheamericas.com



www.onesky.ca



the Jane Goodall Institute of Canada

FOR WILDLIFE RESEARCH, EDUCATION AND CONSERVATION

www.janegoodall.ca